

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE
L'ENVIRONNEMENT DE BOURGOGNE

Auxerre, le 19 DEC. 2008

Groupe de subdivisions Nièvre/Yonne
Subdivision d'Auxerre
ZI Plaine des Isles - 89000 AUXERRE

Affaire suivie par : Eric GIROUD
Téléphone : 03 86 46 67 00
Télécopie : 03 86 48 34 34
Mél : eric.giroud@industrie.gouv.fr
Site internet : www.bourgogne.drire.gouv.fr
GS5889/EG/CG/03112008 N° 00573

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

=====

S.A. WIENERBERGER

à

PONTIGNY

=====

**Rapport d'instruction d'une demande de renouvellement
d'autorisation d'exploiter et d'extension d'une carrière**

=====

Par pétition en date du 14 avril 2008, M. le Directeur de la SA WIENERBERGER sollicite de M. le Préfet de l'Yonne l'autorisation d'exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de PONTIGNY.

I - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

Le demandeur :

Raison sociale : Société WIENERBERGER

Siège social : 25 170 LANTERNES- VERTIERE

Lieu d'exploitation : carrière d'argile sur le territoire de la commune PONTIGNY

Responsable : M. MONTAGNON

Activité principale : tuilerie

Autres sites autorisés : carrière : VENOUSE

1. Présentation

La présente demande porte sur les parcelles déjà autorisées et sur les parcelles n^{os} 2, 71(p), 74 section AH, soit sur une surface totale de 4 ha 95 a 77 ca dont 67 a 75 ca en extension.

Le site est bordé à l'Est par la RN77, au nord par un terrain avec une habitation, à l'ouest et au Sud par des terrains agricoles.

La plus proche habitation est mitoyenne à la carrière.

La carrière se situe dans le périmètre éloigné du puits des « grèves de PONTIGNY ».

La production moyenne annuelle passera de 2 000 tonnes à 4 350 tonnes. Elle pourra atteindre un maximum de 5 700 tonnes.

Le gisement (argile) exploité a une épaisseur de 4,10 mètres à 7 mètres ; le découvert a, quant à lui, une épaisseur moyenne de 0,30 mètres.

Les matériaux seront extraits à la pelle mécanique sur un à deux gradins puis évacués par camions vers la tuilerie située en face de la carrière.

Les travaux d'extraction seront réalisés lors de 4 à 5 campagnes annuelles d'une durée d'une semaine.

La réserve en matériaux commercialisables est estimée à 28 350 tonnes au maximum.

La surface de défrichement est de 45 a environ

L'autorisation est sollicitée pour une durée de 5 ans.

2. Situation administrative

Par arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1987, la Société Tuilerie de PONTIGNY ALEONARD a été autorisée, pour une durée de 30 ans, à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de PONTIGNY, parcelles n^{os} 268, 269 section D d'une surface de 4 ha 55 a 30ca.

3. Classement

Les activités que se propose d'exercer l'exploitant, sont rangées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement aux rubriques visées à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté.

4. Droits fonciers

La société est propriétaire des 3 parcelles .

5. Les inconvénients et les moyens de prévention (d'après les informations du dossier de demande)

Les principaux inconvénients inhérents à l'exploitation sont le bruit, les risques de pollution de l'eau, l'impact visuel, l'émission de poussières et les risques dus à la circulation routière.

♦ A) Bruit

Le site sera à l'origine de nuisances sonores occasionnées par la circulation des engins de chantier et de transport.

Les travaux sur le site seront limités aux heures et jours légaux de 7 h 00 à 18 h 00 .

Des mesures de bruit seront effectuées dès l'ouverture de la carrière puis tous les 3 ans.

♦ B) Pollution de l'eau

Aucune opération d'entretien ou de réparation de véhicules ou engins ne sera menée sur les zones en cours d'exploitation.

Le ravitaillement des engins se fera sur une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Les eaux de pluie seront collectées par un réseau de fossés puis dirigées vers un bassin de décantation d'un volume minimum de 150 m³ avant d'être rejetées au rû du bois via un fossé.

♦ C) Impact visuel

Le site de la carrière est perceptible, depuis la RN 77.

Afin de le limiter l'exploitation sera menée en fosse.

Des plantations seront réalisées le long de la RN 77.

En fin d'exploitation, le réaménagement sera notamment le suivant :

- des fronts seront talutés en partie à une pente d'au plus 27°;
- les terres végétales seront régaliées sur les talus et sur le carreau ;
- une partie du carreau sera reboisé avec des essences locales à raison de 1 400 arbres/ha.

Au sujet des garanties financières à mettre en place sur cette carrière de 4 ha 95 a 77 ca, en cas de défaillance de l'exploitant, le pétitionnaire a proposé les montants suivants :

✓ pour la première phase : 30 530 € (avec $S_1 = 0,359$ – $S_2 = 0,73$ – $S_3 = 0,094$)
(avec $\alpha = 1,34$).

Les montants étant calculés à partir de la formule suivante :

$M = \alpha [10.500 \times S_1 + 24 500 \times S_2 + 12 000 \times S_3]$ (avec S_i en ha)

avec $\alpha = \frac{\text{indice TPO1} \times (1 + 0,19,6)}{416,2 (1 + 0,206)}$.

Les montants des garanties financières ont été intégrés à l'article 1.6.2 du projet d'arrêté ; ils ont été réactualisés par rapport au dernier indice TP01 connu, celui de juin 2008 étant de 630,7 (en février 1998, il était de 416,2).

♦ D) Poussières

Pour limiter l'envol des poussières, la circulation des camions se fera à vitesse réduite (30 km/h) ; les pistes seront arrosées en cas de nécessité.

Les voies de circulation interne seront aménagées avec des tuiles concassées.

♦ E) Déchets

Cette carrière ne génère pas de déchets particuliers.

♦ F) Impact sanitaire

En fonctionnement normal, aucun impact sanitaire n'est attendu étant donné la nature des rejets.

Les paramètres retenus dans l'étude sont le bruit, les émissions de gaz, les effluents aqueux et les déchets.

- ♦ G) Hygiène et sécurité

Des locaux sanitaires sont disponibles à la tuilerie pour accueillir les employés.

- ♦ H) Circulation

Le site était précédemment autorisé avec une production annuelle de 2 000 tonnes ; la présente demande avec une production de 4 350 en moyenne à 5 700 tonnes au maximum représente un trafic routier de l'ordre de 30 véhicules/jour.

6. Examen des risques (d'après les informations du dossier de demande)

Les risques majeurs sur une exploitation de carrière sont des risques d'accidents corporels et les risques de pollution de l'eau du captage AEP.

- ♦ risques d'accidents corporels pour les tiers :

Le chantier sera interdit au public.

Des panneaux d'interdiction seront apposés à la périphérie de la zone d'exploitation.

L'accès de la carrière sera condamné en dehors des périodes d'activité et le site sera clôturé.

Le trafic de poids lourds sur la carrière sera en moyenne de 30 véhicules par jour.

Le débouché sur la voie communale sera aménagé ; des panneaux de signalisation seront mis en place, le chemin d'accès sera revêtu sur 20 mètres.

- ♦ risques d'accidents corporels pour le personnel :

Le personnel employé sera qualifié et sera sensibilisé aux risques que fait courir l'exploitation.

L'exploitant élaborera des consignes de sécurité qui seront portées à la connaissance des employés.

- ♦ Risques de pollution de l'eau du captage AEP.

L'exploitant prendra les mesures concernant la protection des eaux énoncés au chapitre 6)

II – ENQUETE ADMINISTRATIVE ET PUBLIQUE

1. Avis des services

Avis de la Direction Régionale de l'Environnement en date du 1^{er} août 2008

« Après examen du dossier cité en objet, il s'avère que le projet ne porte pas atteinte aux enjeux biodiversité du secteur concerné par la carrière d'argile sur la commune de PONTIGNY.

La DIREN émet un avis favorable à la demande du pétitionnaire. »

Avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 17 juillet 2008

« J'ai l'honneur de vous faire part de mes remarques quant à ce dossier :

Impacts sur la qualité des eaux souterraines et l'alimentation en eau potable (captage « grèves de Pontigny » du SIAEP de la Région de Ligny-le-Châtel) :

Concernant ce projet, la DDASS a sollicité l'avis d'un hydrogéologue agréé par courrier du 23 avril 2008, lequel avis a été rendu en juin 2008 et transmis au pétitionnaire. Ce document émet la conclusion suivante :

« Nous émettons un avis favorable au projet d'extension vers le sud de la carrière des Audinets à PONTIGNY présenté par la société KORAMIC Tuiles. L'analyse du dossier et du contexte hydrogéologique local ont montré l'absence de risques directs sur le puits des « Grèves de Pontigny ». La gestion des eaux de ruissellement, interceptées sur le site, et la maîtrise de leur qualité apparaît correctement prise en compte en considération du contexte hydrogéologique local. Le suivi régulier de la qualité du rejet permettra de confirmer l'efficacité du dispositif et l'absence de risques induits. »

Impact sur la qualité de l'air :

Le nombre d'engins présents sur la carrière (1 pelle mécanique et 1 camion benne) est limité. Les voies de circulation sont aménagées et les vitesses limitées à 30 km/h en vue de limiter les poussières. Enfin, en cas de sécheresse extrême, l'étude d'impact évoque la possibilité d'humidifier les pistes de circulation à l'aide d'un camion muni d'une rampe d'arrosage.

Je note cependant que la notice d'hygiène et sécurité met en évidence qu'il faudra surveiller le taux de quartz (proche du seuil de 1% lors de la campagne de mesures) : il serait donc intéressant de demander à intervalles réguliers (par exemple, une fois tous les deux ans), une campagne de mesures de poussières sur le site d'exploitation.

Impact sonore :

L'étude acoustique a mis en évidence un dépassement de l'émergence réglementaire lorsque des travaux avaient lieu en partie nord du site, et un faible risque de dépassement lorsque ceux-ci avaient lieu en partie sud. Compte tenu de l'emplacement de l'extension de la carrière, le risque de dépassement de l'émergence semble faible. En effet, l'étude

d'impact précise que « l'exploitation de la carrière ne concernera plus que les terrains sollicités en extension, localisés en limite sud-ouest de la carrière actuelle. ».

Cependant, les mesures acoustiques effectuées n'abordent pas le paramètre « tonalité marquée », comme demandé dans l'arrêté du 23 janvier 1997. Je demande donc des éléments de la part du bureau d'études concernant cet aspect.

En conclusion, j'émetts un avis favorable à ce dossier, sous réserve de la prise en compte de mes remarques par le pétitionnaire. »

Avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 29 juillet 2008

« L'examen du dossier appelle les remarques suivantes de la part de mon service :

- Dans le plan d'occupation des sols, la partie nord est classée en espace boisé à protéger. Sauf modification de celui-ci (en cours), l'autorisation ne peut être acceptée.
- Un bassin de rétention de 150 m³ devra être réalisé et il devra être muni d'un dispositif de fermeture pour confiner une éventuelle pollution par hydrocarbure.
De plus, son débit de fuite devra être dimensionné sur une base proche de 3l/s/ha comme le préconisent les recommandations du Conseil Départemental d'Hygiène du 10 février 2005.

En conséquence, j'émetts un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessus. »

Avis de la Direction Régionale des Affaires culturelles en date du 14 août 2008

« Le projet de renouvellement et d'extension d'une carrière d'argile sur le territoire de la commune de PONTIGNY n'aurait pas donné lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique. »

Avis de la Direction Départementale de l'Équipement en date du 18 septembre 2008

Le dossier appelle de notre part les observations suivantes :

- Concernant l'urbanisme :

La commune de Pontigny dispose d'un Plan d'Occupation des Sols. Le site d'exploitation actuel est localisé en zone « Nca » du POS qui autorise l'exploitation de carrières. Le projet d'extension se situe dans une zone « NC », réservée à l'exploitation agricole. Une modification du POS est en cours afin de permettre l'extension de la zone d'extraction d'argile.

- Concernant l'impact paysager :

Outre le projet d'extension, la carrière actuellement en exploitation est visible des terrains en limite nord, sud ouest ainsi qu'à l'est, depuis la RN77. Il est de plus à noter la proximité d'habitations au nord du site.

Le pétitionnaire a prévu sur ces secteurs la création d'écrans végétaux (Cf schéma CH3-48). Néanmoins, il convient, d'une part, qu'il précise la nature des essences qui composeront les futurs écrans et d'autre part, qu'il s'engage sur un calendrier de réalisation.

- Concernant la sécurité routière :

Le débouché nord, à proximité de la maison d'habitation doit être supprimé afin de ne conserver que l'accès sud où le dégagement de visibilité est le plus ouvert. Les abords de cet accès devront être entretenus et dégagé de tout masque de visibilité, permettant ainsi aux usagers des différentes voies une parfaite analyse de la circulation.

Les mesures de protection concernant les poussières et les boues prévues dans le dossier (Cf article 3.3.7-1) devront être pleinement appliquées afin d'assurer aux usagers de la R77 une bonne adhérence des véhicules sur la chaussée ainsi qu'une parfaite lecture de la signalisation horizontale et verticale.

D'autres part, cet accès étant oblique par rapport à la route nationale, il serait opportun de ramener celui-ci à l'orthogonale afin d'améliorer les prises d'informations des usagers sortant de la carrière. De plus, il devra faire l'objet d'un régime de priorité « stop » ou « cédez le passage » en fonction des triangles de visibilité.

En outre, afin de sécuriser les véhicules sortant de la carrière, le débouché devra, sur une vingtaine de mètres, être recouvert d'un enduit (béton bitumineux) et comporter une faible pente (2,5 % maximum). Cet aménagement facilitera le démarrage des véhicules et limitera les salissures et la propagation des poussières.

Il est enfin à signaler que la route nationale n° 77 est une voie supportant des transports de matières dangereuses.

- Concernant les risques naturels :

- Risque d'inondation :

Aucun plan de prévention de risques (PPR) n'a été prescrit sur la commune de Pontigny.

Cette commune est concernée par le risque d'inondation du Serein. Le projet se situe hors de la zone (AZI) du Serein, élaboré par la DIREN Bourgogne en janvier 1999.

- Concernant les servitudes :

- La commune est située en zone d'archéologie sensible, à ce titre, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC Bourgogne) doit être consultée.
- Les parcelles projetées pour l'extension de la carrière sont situées au sein du périmètre de protection éloignée du captage AEP « les grèves de Pontigny ». Une étude hydrologique est actuellement engagée.

Avis favorable sous réserves de prise en compte :

- de la modification du POS,
- des observations relatives à la sécurité routière,
- des observations relatives à l'impact paysager.

Avis du Président du Conseil Général en date 29 août 2008

Je vous informe que le débouché de cette carrière est prévu sur la RN77. Mon service n'a pas compétence pour émettre un avis sur ce type de voirie qui est géré par la DIR, dont vous voudrez bien vous rapprocher.

Avis de la Direction Départementale du Service d'Incendie et de Secours de l'Yonne

Pas d'avis émis.

L'Institut National des Appellations d'origine en date du 16 juin 2008

précise qu'il ne souhaite pas être saisi pour avis sur ce dossier.

Avis du Chef du Service de Défense et de la Protection Civile en date du 10 juin 2008

Sans objection.

Avis du Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

Pas d'avis émis.

Avis du Chef de District Service de la Direction Interdépartementale des Routes Centre
Est en date du 17 novembre 2008

« Le dossier appelle les remarques suivantes :

- seul l'accès Sud doit être conservé et aménagé de manière à réaliser une voie perpendiculaire à la RN77. Les abords de cet accès devront être entretenus afin d'assurer une bonne visibilité aux véhicules sortant de la carrière ;
- afin d'éviter le dépôt de boue sur la chaussée de la RN77, un aménagement devra être réalisé. Nous proposons de mettre en place un rotolue en amont de la dernière partie du chemin d'accès qui devra être revêtu par un enduit ou un béton bitumineux. »

2. Les avis des communes.

Avis du **Conseil municipal de VENOUSE** en date du **10 juillet 2008** :

Avis favorable sous réserve que cela n'apporte pas de nuisances par rapport au captage d'eau potable situé dans les Lames de Venouse, pour la demande d'installation classée concernant l'autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière sur la commune de Pontigny.

Avis du **Conseil municipal de VERGIGNY** en date du **30 juillet 2008** : avis favorable.

Avis du **Conseil municipal de ROUVRAY**, par note en date du **1^{er} août 2008** du maire : avis favorable.

Avis du **Conseil municipal de PONTIGNY** en date du **8 juillet 2008** :

- ♦ Favorable à l'autorisation de carrière demandée et à l'extension de celle-ci. Ceci permettra la mise en conformité de l'exploitation actuelle et une exploitation future pour les 5 prochaines années.
- ♦ Regrette l'enchaînement des procédures qui ne lui a pas encore permis de délibérer sur la modification de la zone carriérable. Cette modification préalable du POS est indispensable pour l'application de la présente délibération.
- ♦ Emet un certain nombre de réserves sur ce dossier qui doivent faire l'objet de clarifications :
 - la prise en compte dans le plan d'exploitation future des différents projets urbains de la municipalité,
 - la mise en sécurité de la carrière,
 - le traitement des nuisances occasionnées par l'exploitation : voiries, environnement, effluents,
 - la restitution du terrain après exploitation.

Le conseil propose de discuter ces différents sujets avec la société Koramic Wienerberger et de créer un groupe de travail permanent pour le suivi des dispositions arrêtées.

3. Autres avis.

Avis de l'hydrogéologue agréé en date du 3 juin 2008

Sur les impacts avérés :

La visite des lieux et l'analyse des documents disponibles ne permettent pas de craindre un impact de la carrière et de son extension sur le point d'eau du SIAEP de la région de LIGNY-le-CHATEL. Le réservoir géologique du puits des « Grèves de Pontigny » est structurellement, et stratigraphiquement, indépendant du gisement pétrographique exploité par la société KORAMIC Tuiles à PONTIGNY. Il n'y a pas d'infiltrations possibles sur le site susceptibles de rejoindre la nappe alluviale et d'en altérer la qualité. Les restrictions formulées sur l'exploitation de carrières dans le cadre de la protection du captage sont essentiellement dirigées vers l'extraction de matériaux alluvionnaires.

Sur l'appréciation des risques :

La carrière actuelle d'argiles et la projet d'extension se trouvent dans la périmètre de protection éloignée du puits des « Grèves de Pontigny ». L'avis d'hydrogéologue agréé ne précise pas l'interprétation qui l'a conduit à étendre vers le sud ce périmètre. Les périmètres de protection immédiate et rapprochée s'applique bien au contexte alluvionnaire sollicité par les pompages. Il est probable que les contours du périmètre de protection éloignée intègrent le bassin versant topographique du puits marqué par le vallon d'orientation sud-nord drainé par le Ru du Bois. Les eaux météorites interceptées par cette surface seraient susceptibles de participer à l'alimentation de la nappe alluviale sollicitée par le puits des « Grèves de Pontigny ».

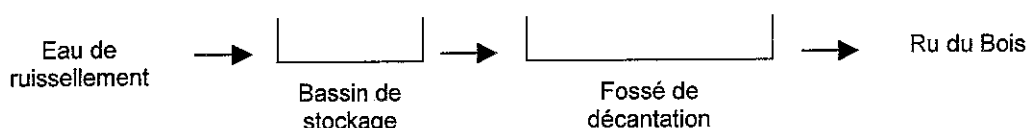
Le risque direct de pollution des eaux souterraines par infiltration directe sur le site est écarté. Il convient de s'intéresser au risque indirect que peut représenter le rejet des eaux de ruissellement du carreau vers le Ru du Bois.

Les eaux de ruissellent sur la carrière actuelle, y compris le produit de la petite émergence localisée entre les niveaux imperméables, évacuent des particules argileuses en suspension et aussi des produits de dissolution. Dans le contexte de l'étude, il convient de s'intéresser aux matières en suspension (MES) à la sortie du site ainsi qu'à la concentration en sulfates qui pourrait s'accroître par la dissolution des cristaux de gypse qui polluent les argiles basales de la carrière.

L'exploitant rassemble actuellement les eaux vers un puits entouré de gravier destiné à retenir les particules sableuses et argileuses. Les résultats d'analyse pour les années 2007 (44 mg/l) et 2008 (420 mg/l) traduisent un dépassement systématique de la norme de rejet de 35 mg/l. Les sulfates ne sont pas contrôlés sur ce site.

Sur les mesures de protection :

Il est important de maîtriser les eaux de ruissellement et leur rejet vers le milieu naturel. Le pétitionnaire propose une amélioration du dispositif rudimentaire existant par la création d'un bassin de rétention de 150 m³ suivi d'un fossé de décantation d'une longueur de 20 m qui rejoint le Ru du Bois.



La proposition, dans ses principes, est capable de piéger in situ les matières sableuses et argileuses dégagées par l'exploitation. Il pourrait être utilement complété par l'érection de petits merlons réalisés autour de casiers d'extraction avec l'argile de la couche basale inexploitable. Les stériles de découverte et les sables intermédiaires, ainsi que le stockage des produits déposés dans le bassin à créer, seraient ensuite déposés dans ces casiers pour limiter leur capacité de déplacement avec les eaux de ruissellement.

L'entretien des véhicules d'exploitation est à proscrire sur le site.

Sur le dispositif de surveillance :

Le contrôle de la qualité du rejet est à envisager à la sortie de la carrière donc du bassin de rétention et au débouché dans le Ru du Bois puisque le fossé de jonction participe à l'élimination des MES. Celles-ci seraient à mesurer aux deux points. Le contrôle des sulfates, et des autres paramètres utiles à la caractérisation du rejet (hydrocarbure, pH, DCO ...), pourrait se limiter à la sortie du bassin de rétention.

Sur la protection du captage :

Le projet d'extension de la carrière exploitée par la société KORAMIC Tuiles n'apparaît pas augmenter les risques d'altération des eaux du captage des « Grèves de Pontigny ». Il est rappelé que l'ouvrage, par sa localisation et par sa conception, se trouve dans un contexte hydrogéologique différent de celui occupé par la carrière et son projet d'extension. Les risques indirects d'altération de la qualité de la nappe alluviale passeraient par la pollution du Ru du Bois. Les mesures de traitement du rejet des eaux de ruissellements du carreau proposées par le pétitionnaire tiennent compte de cette éventualité de faible concurrence.

En résumé, nous émettons un avis favorable au projet d'extension vers le sud de la carrière des Audinets à PONTIGNY présenté par la société KORAMIC Tuiles. L'analyse du dossier et du contexte hydrogéologique local ont montré l'absence de risques directs sur le puits des « Grèves de Pontigny ». La gestion des eaux de ruissellement, interceptées sur le site, et la maîtrise de leur qualité apparaît correctement prise en compte en considération du contexte hydrogéologique local.

Le suivi régulier de la qualité du rejet permettra de confirmer l'efficacité du dispositif et l'absence de risques induits.

4. Mémoire en réponse à l'avis des services du pétitionnaire

Dans son mémoire en date d'octobre 2008, le pétitionnaire apporte les précisions suivantes :

- **Avis de la DDAF**

Dans le plan d'occupation des sols, la partie Nord est classée en espace boisé à protéger. Sauf modification de celui-ci (en cours), l'autorisation ne peut être acceptée.

L'exploitation d'argile actuelle est située en zone NC, secteur NCa où l'occupation du sol par les carrières et leur exploitation est autorisée. La modification du POS évoquée concerne uniquement les terrains localisés au Sud de la carrière actuelle, sur lesquels la société KORAMIC projette d'étendre son exploitation d'argile.

Le classement en espace boisé protégé de la frange Nord de la carrière existante a été réalisé postérieurement à l'autorisation d'exploitation. En effet, le Plan d'Occupation des Sols de Pontigny a été approuvé initialement le 5 décembre 1988, la carrière étant autorisée depuis le 9 novembre 1987.

Comme indiqué dans le projet de remise en état (cf. paragraphe n° 4.1.4 et plan n° 13), la société KORAMIC s'engage à planter deux ou trois rangées d'espèces arborescentes le long de la limite Nord de la carrière. Cette mesure permettra de répondre à l'objectif d'insertion paysagère et d'écran visuel introduit par le classement de cette partie du site en espace boisé à conserver ou protéger (cf. paragraphe n° 3.3.1.2, et plan n° 10 p. 3-48 du dossier de demande d'autorisation).

Elle assurera la reconstitution d'une bande boisée en limite Nord de la carrière, telle que prévue au document d'urbanisme.

Un bassin de rétention de 150 m³ devra être réalisé et il devra être muni d'un dispositif de fermeture pour confiner une éventuelle pollution par hydrocarbure. De plus son débit de fuite devra être dimensionné sur une base proche de 3 L/s/ha comme le préconisent les recommandations du Conseil Départemental d'Hygiène du 10 février 2005.

Le dimensionnement du bassin de rétention des eaux a été réalisé dans le strict respect du document intitulé « Recommandations techniques générales applicables aux opérations de rejets d'eaux pluviales et d'imperméabilisation – Conseil départemental d'Hygiène du 10 février 2005 ».

A cet effet, les critères retenus pour le dimensionnement du bassin sont les suivants :

- choix d'une intensité de pluie décennale conformément au point II-c des recommandations du Conseil Départemental d'Hygiène du 10 février 2005,
- débit, en sortie du bassin, inférieur ou égal au débit naturel du bassin versant avant imperméabilisation conformément au point II-7 du document précité.

Une note de calcul a été produite et figure en annexe du dossier de demande d'autorisation. Le bassin sera équipé d'un dispositif de fermeture pour le confinement d'eaux éventuellement polluées

Selon les critères précités, le bassin de rétention aura un volume de 150 m³ et son débit de rejet sera limité à 16 L/s, soit le débit du terrain naturel avant aménagement.

Il est important de préciser que les recommandations du Conseil Départemental d'Hygiène du 10 février 2005 ne mentionnent pas la base de dimensionnement du débit de rejet de 3 L/s/ha pour les ouvrages de rétention, telle qu'indiquée dans l'avis de la DDAF. Enfin précisons que la mise en place d'un bassin de rétention concerne les opérations d'imperméabilisation. Dans le cas de la carrière KORAMIC aucune imperméabilisation ne sera réalisée. Seule une modification de la perméabilité naturelle du sol est générée par le décapage des terres de découverte, sans toutefois empêcher totalement l'eau de pluie de s'infiltrer dans le sol.

- Avis de la DDASS

Impact sur la qualité des eaux souterraines et l'alimentation en eau potable (captage « grèves de Pontigny » du SIAEP de la Région de Ligny-le-Châtel)

Ce point ne nécessite pas de réponse particulière, l'avis de l'hydrogéologue agréé consulté est favorable au projet d'extension présenté.

Impact sur la qualité de l'air

Une nouvelle campagne de mesures du taux de quartz auquel le personnel d'exploitation est susceptible d'être exposé sera affectuée en hiver 2008 ou à l'été 2009.

Impact sonore

La tonalité marquée est détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave quand la différence de niveau entre la bande de tiers d'octave et les quatre bandes de tiers d'octave les plus proches (les deux bandes immédiatement inférieures et les deux bandes immédiatement supérieures) atteint ou dépasse les niveaux indiqués dans le tableau ci-après pour la bande considérée :

Tableau 1 Tonalité marquée

Cette analyse se fera à partir d'une acquisition minimale de 10 s		
50 Hz à 315 Hz	400 Hz à 1250 Hz	1600 Hz à 8000 Hz
10 dB	5 dB	5 dB

Les bandes sont définies par fréquence centrale de tiers d'octave.

Une tonalité marquée est, par conséquent, une fréquence qui émerge plus que les autres. Elles apparaissent lors du fonctionnement d'équipements ou d'installations techniques fixes dont le fonctionnement est à caractère permanent (ventilation, ...).

Dans le cas de l'exploitation de la carrière de Pontigny, les sources de bruits sont, au maximum, constituées :

- d'une pelle mécanique,
- d'un camion benne,
- d'un bulldozer.

Il n'existe aucun équipement ou installation fixe sur le site de la carrière.

De ce fait, l'apparition d'une tonalité marquée n'est pas envisageable lors des travaux d'extraction, de remise en état ou de transport de l'argile.

- Avis de la DDE

Observations concernant l'urbanisme

La procédure liée à la révision du POS est en cours. L'enquête publique a eu lieu du 19 mai au 19 juin 2008. La mairie a réceptionné le rapport du commissaire enquêteur et prévoit d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine séance de conseil municipal la délibération concernant ladite révision.

Concernant l'impact paysager

Les plantations se feront en respectant les préconisations faites dans le diagnostic écologique réalisé par ECOLOR :

- choix des essences à faire parmi les espèces locales,
- mêler des espèces arbustives à des arbres.

Ainsi, quelques chênes pédonculés seront plantés le long de la RN77 (Est du site). Des haies de charmilles seront plantées en parties Nord et Ouest. La période la plus adaptée pour les plantations sera définie par le paysagiste à qui ces dernières seront confiées. Ces plantations seront réalisées en 2009, sous réserve de l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Concernant la sécurité routière

Le débouché Nord localisé à hauteur de la maison d'habitation sera supprimé. Quant à l'accès Sud, son tracé sera revu pour le rendre perpendiculaire à la RN77 et un panneau stop sera mis en place.

Les mesures suivantes sont et seront appliquées afin de prévenir tout entraînement de terre sur la voie publique :

- en sortie des zones d'extraction, la piste empruntée par les véhicules de transport de l'argile est recouverte sur plusieurs dizaines de mètres par des tuiles concassées (rebus de fabrication),
- lors des périodes d'extraction, une signalisation routière sera mise en place pour prévenir le risque de dépôt de boues.

Ces mesures seront encore renforcées par :

- la mise en place de consignes à l'attention des chauffeurs leur imposant, à la suite d'épisodes pluvieux, de nettoyer les roues de leurs véhicules (retrait à la pelle des boues accrochées aux pneumatiques) avant de quitter la carrière,
- la pose d'un enrobé (béton bitumineux) sur une vingtaine de mètres, avant la sortie de la carrière. Cet aménagement pourra être réalisé dans un délai de 6 mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Concernant les risques naturels

RAS

Concernant les servitudes

La Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne a été consultée dans le cadre de la présente demande d'autorisation. Son avis a été réceptionné le 19 mai 2008. Le projet d'extension de la carrière n'a pas donné lieu à des prescriptions archéologiques particulières.

L'étude hydrogéologique a été réalisée et remise en juin 2008. L'hydrogéologue agréé a donné un avis favorable au projet d'extension de la carrière.

5. L'enquête publique

L'enquête publique prescrite, par arrêté préfectoral en date du 29 mai 2008, s'est déroulée du 23 juin au 26 juillet 2008.

Sept remarques ont été consignées sur le registre et une lettre a été adressée au commissaire enquêteur. Les observations portaient sur le trafic routier, le risque de pollution par hydrocarbures, le bruit, les poussières, l'accès au site, le drainage des terrains et leur réaménagement.

Dans son mémoire en date du 5 août 2008, le pétitionnaire précise :

2.1 Observations liées aux conditions d'exploitation de la carrière

- Inquiétude sur les risques de pollutions par les hydrocarbures utilisés par les engins d'extraction

Pour le ravitaillement en hydrocarbures des engins, une aire bétonnée, assainie par un débourbeur séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique, sera aménagée sur le site de la carrière.

- Insécurité de la carrière pour les enfants à cause de l'insuffisance de clôture

Tel que l'impose l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, une clôture ou tout dispositif équivalent (merlon de terre, bande boisée) doit ceinturer la carrière. Comme indiqué dans le dossier de demande d'autorisation, une nouvelle clôture

sera mise en place dans les secteurs le nécessitant (ex : limite Sud Est du site, le long de la RN77).

- Drainage des terrains à respecter, par création et entretien des fossés

Le drainage des terrains est déjà à l'heure actuelle réalisé par un réseau de fossés correctement entretenus.

Dans le cadre de l'extension de la carrière, objet de la présente enquête publique, le réseau de fossés sera étendu de manière à assurer le drainage de la zone d'extension. Ce dispositif sera complété par l'aménagement d'un bassin de stockage et d'un fossé de décantation, qui feront l'objet d'un curage régulier.

- Signaler les périodes d'extraction à l'avance à la mairie

La Société KORAMIC s'engage à signaler à l'avance à la mairie de Pontigny le démarrage de chaque campagne d'extraction ; cette information étant également communiquée à la DRIRE.

2.2 Observations sur la remise en état du site

- Inquiétude quant à l'innocuité des matériaux de remblai utilisés

Il n'y aura pas de matériaux de remblai extérieur à l'établissement KORAMIC utilisés au sein de la carrière. Les seuls matériaux employés pour la remise en état de la carrière sont les stériles d'exploitation (formations argileuses non utilisables en fabrication), les terres végétales et des matériaux inertes de fabrication provenant de la tuilerie (argiles sèches ou cuites).

- Demande de remise en état du site, progressivement à l'exploitation

Dans le cadre de l'extension de la carrière, les nouvelles parcelles seront exploitées selon la méthode des fronts de taille, ce qui induira une remise en état coordonnée à l'avancée des travaux d'extraction (cf. réponse à la page 5 du présent mémoire).

La remise en état n'est pas systématique sur les terrains actuellement en cours d'exploitation, du fait d'une optimisation de l'extraction du gisement d'argile sur des zones qui avaient déjà été exploitées. En tout état de cause, les travaux de remise en état sur ces zones interviendront à l'issue de ces derniers travaux d'extraction, dans un délai ne dépassant pas deux ans.

- Demande de cession gratuite des terrains au profit de la commune, par tranches de fin d'exploitation

La rétrocession de terrains appartenant à KORAMIC au profit de la commune est envisagée sous la forme d'une convention de mise à disposition. Un engagement en ce sens a été pris par la société par courrier adressé à la mairie le 6 août 2008.

- Demande de remise en état du site, tel que prévu au dossier

La remise en état décrite dans le dossier constitue un réel engagement de la société KORAMIC. Elle sera d'ailleurs reprise dans le futur arrêté préfectoral qui réglera la carrière, avec les garanties financières nécessaires à leur réalisation dans tous les cas de figure.

2.3 Observations sur l'utilisation de la voirie publique

- Constat de dégradation de la voirie et demande de remise en état aux frais de l'exploitant

La rue du Château d'eau (cf. schéma de circulation aux pages 1-24 et 1-25 du dossier) qu'empruntent les camions pour assurer la liaison entre la RN77 et la tuilerie peut subir quelques dégradations. Pour remédier à ce problème, la société KORAMIC va étudier l'aménagement d'une nouvelle entrée sur son site, spécialement pour les camions assurant les apports d'argile. La mise en place de cette entrée, donnant directement sur la RN77, permettrait d'éviter le passage par la rue du Château d'eau.

- Constat de salissures sur la voirie avec risques d'accidents, notamment en périodes pluvieuses

Les mesures suivantes sont et seront appliquées afin de prévenir tout entraînement de terre sur la voie publique :

- en sortie des zones d'extraction, la piste empruntée par les véhicules de transport de l'argile est recouverte sur plusieurs dizaines de mètres par des tuiles concassées (rebus de fabrication),
- lors des périodes d'extraction, une signalisation routière sera mise en place pour prévenir le risque de dépôt de boues.

Par ailleurs, en cas de très fortes pluies, l'activité au sein de la carrière est réduite, voire différée.

Ces mesures seront encore renforcées par la mise en place de consignes à l'attention des chauffeurs leur imposant, à la suite d'épisodes pluvieux, de nettoyer les roues de leurs véhicules (retrait à la pelle des boues accrochées aux pneumatiques) avant de quitter la carrière.

- Constat du non-respect de la limitation de vitesse des véhicules de transport

Au vu de la faible distance à parcourir entre la carrière des Audinets (concernée par la présente enquête publique) et l'usine, ce constat ne semble pas se rattacher à ladite carrière.

- Demande d'envisager de limiter l'utilisation de la voirie publique en empruntant un circuit plus court

L'aménagement de la nouvelle entrée permettrait de réduire la distance parcourue sur la voirie publique.

- Demande de précisions sur le trafic des camions (nombre/jour) et nombre de jours

L'activité de la carrière engendre un trafic journalier d'une vingtaine de camions, durant chaque campagne d'extraction qui représente au total une vingtaine de jours d'extraction par an (activité ponctuelle). Le chiffre de 30 camions par jour indiqué dans le dossier est un maximum, qui ne sera jamais dépassé.

2.4 Observations liées à l'intégration paysagère et au POS

- Existence d'un impact visuel consécutif à la modification du site initial

Comme détaillé au chapitre 3.3.1.2 du dossier de demande d'autorisation, l'impact visuel lié à la carrière (états actuel et projeté) est très faible grâce aux mesures suivantes :

- existence de bandes boisées ou de haies végétales masquant le site,
- plantations prévues dans certains secteurs le nécessitant (en particulier, le long de la RN77 et en limites Ouest et Nord)

De plus, le projet de remise en état prévoit un retour des terrains sollicités en extension à leur vocation initiale.

Par ailleurs, les stocks de terre actuellement présents du côté de la RN77 ne sont que temporaires, car liés à des extractions visant à valoriser au mieux le gisement existant. Ces tas disparaîtront à l'achèvement des travaux d'extraction dans ce secteur, soit dans un délai ne dépassant pas deux ans.

- Demande de mesures de prévention pour l'exploitation de cette carrière située en périphérie urbaine

Toutes les mesures de prévention ont été décrites dans le dossier. Elles concernent l'ensemble des domaines environnementaux – l'eau, l'air, le bruit, les paysages, les milieux naturels, le trafic... – et seront intégrées dans le futur arrêté préfectoral.

- Interrogations quant à la compatibilité d'exploitation de cette carrière avec un projet de zone constructible de 5 ha (quartier de l'Enclos), contiguë sur la partie Nord

L'exploitation de la carrière (zone en extension) se fera dans les années à venir vers le Sud de la commune de Pontigny. La zone en exploitation s'éloignera des quartiers urbanisés de la commune. Les mesures de prévention déjà prises et celles envisagées, liées à une activité ponctuelle de 4 à 5 semaines par an, ne compromettent pas les projets d'urbanisme de la commune. La société KORAMIC s'engage même à restituer des terrains à la demande de la commune, au travers d'une convention.

- La demande de révision du POS qui devrait permettre l'extension de la carrière, n'est pas encore aboutie

Comme écrit précédemment dans le présent mémoire, la procédure est encore en cours.

- Demande de précisions sur la surface de terre potentiellement exploitable, le nom de « Pontigny » bénéficiant désormais d'une appellation

La présente demande d'autorisation permettra une extension de la carrière actuelle sur une superficie d'environ 67 ares, portant la surface totale à un peu plus de 4,95 hectares, correspondant à une durée d'exploitation de 5 ans.

En ce qui concerne les années futures, des prospections ont été réalisées et vont continuer pour reconnaître les terrains qui seraient susceptibles de procurer l'argile répondant aux besoins de la tuilerie.

2.5 Observations sur les risques de pollutions des eaux

- Inquiétude sur l'impact de l'accroissement d'activité au regard du captage d'eau potable des grèves, la carrière étant dans le périmètre éloigné de protection

L'impact de l'exploitation de la carrière a donné lieu à l'avis d'un hydrogéologue agréé. Le rapport établi par l'hydrogéologue conclut à un avis favorable au projet d'extension de la carrière, en raison de l'absence de risques directs sur le puits des Grèves de Pontigny. La gestion des eaux de ruissellement par un bassin et un fossé de décantation ainsi que la maîtrise et le suivi de la qualité des eaux permettront de limiter tout impact.

- Le dépôt de boues dans le Ru du Bois qui reçoit les eaux de surface de la carrière, implique un curage régulier de la commune

L'entraînement de particules argileuses depuis la carrière sera maîtrisé grâce à l'aménagement du bassin et du fossé de décantation. Actuellement, cet impact est déjà maîtrisé par la réalisation de fossés de drainage reliés à un puisard entouré de graviers qui fait office de filtre.

2.6 Observations sur des nuisances diverses

- Demande de mesures pour assurer la prévention des nuisances sonores
- Demande de mesures pour assurer la prévention des nuisances dues aux émissions de poussières

Ces mesures ont été décrites dans le dossier. Ces mesures ainsi que leur surveillance seront intégrées dans le futur arrêté préfectoral.

En conclusion, le commissaire enquêteur émet un avis favorable.

III – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1. Statut administratif des installations.

L'exploitation de la carrière est autorisée jusqu'au 09 novembre 2017 sur une surface de 4,55 ha environ ; une extension sur une surface de 67 à 75 ca est sollicitée en intégrant l'ensemble des terrains déjà autorisé.

2. Situation des installations déjà exploitées.

De la visite effectuée le 13 mars 2008, il ressort que :

- le site n'était pas clos
- des plantations n'ont pas été effectuées

La fiche de constats est jointe en annexe 1.

L'exploitant s'est engagé à réaliser ces aménagements (clôture et plantations) avec la future exploitation ; des travaux préparatoires et de réaménagement étant nécessaires avant de les réaliser.

3. Principaux textes en vigueur.

Les textes applicables à l'établissement sont visés à l'article 1.9 du projet d'arrêté.

4 Evolution du projet depuis le dépôt du dossier.

Le projet initial a été modifié suite aux remarques de la DDE et de la DIR afin d'améliorer les conditions d'accès à la RN 77, le chemin d'accès au nord devra notamment être supprimé.

5 .Analyse.

Au sujet des remarques de la Direction Départementale de l'Equipeement sur la modification du POS, la sécurité routière et l'impact paysager, les nouvelles dispositions du POS ont été entérinées par la délibération de la commune de PONTIGNY en date du 18 novembre 2008.

Des dispositions relatives à l'aménagement de l'accès et à la réduction de l'impact paysager ont été intégrées dans le projet d'arrêté (articles 2.1.6, 2.3.2 et 2.5.1.3 du projet d'arrêté).

Au sujet des remarques de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur le confinement des eaux pluviales en cas de pollution, des dispositions ont été intégrées dans le projet d'arrêté (article 4.4 du projet d'arrêté.) ; pour ce qui est de réglementer le débit de fuite du bassin de décantation le pétitionnaire apporte une réponse dans son mémoire ; les préconisations étant applicables aux surfaces imperméabilisées et non pas à des ruissellements sur des sols naturels.

Au sujet des remarques de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sur le suivi des poussières alvéolaires dans la carrière, ceci concerne l'hygiène et la sécurité des travailleurs et un texte réglementaire impose déjà à l'exploitant de le faire (titre « Empoussiérage » du Règlement Général des Industries Extractives°)

Au sujet des recommandations de l'hydrogéologue agréé sur le dispositif de surveillance des eaux de surface et sur les mesures de protection à mettre en place des dispositions ont été intégrées dans le projet d'arrêté (articles 2.2.6 4§, 4.3.2, 4.4.).

Au sujet des remarques de la commune de VENOUSE sur les nuisances par rapport au captage AEP , le peu d'activité de cette carrière (1 mois par an), les recommandations de l'hydrogéologue agréés et les prescriptions concernant la protection des eaux intégrées dans le projet d'arrêté limitent les risques de pollution du captage AEP.

VII – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, les nuisances et les risques générés par cette exploitation peuvent être atténués par l'application de prescriptions techniques adaptées.

Ces prescriptions tiennent compte des réserves émises par les services et de l'analyse qui précède.

Nous proposons à la commission de la Nature, des Paysages et des Sites d'émettre un avis favorable à l'octroi de l'autorisation sollicitée sous réserve du strict respect des prescriptions annexées au présent rapport.

Ces prescriptions devront être imposées à l'exploitant par arrêté préfectoral.

Rédacteur :	Vérificateur :	Approbateur :
E.GIROUD Inspecteur des installations classées	G.VANDEVOORDE Chef de subdivision environnement	B.CHESNEAU Pour le Chef de groupe de subdivisions, le Chef de subdivision par intérim
